



Critique Socialiste

Numéro 48

1er Trimestre 1984

Pages 15 à 27

En finir avec la désindustrialisation de l'Europe

par Philippe MESSINE

Personne n'a inventé la crise : elle existe. Et elle est souvent vécue dans l'industrie française comme un véritable effondrement.

L'industrie, en France, a perdu, en moyenne, bon an, mal an, 130 000 emplois par an depuis 1974 : plus d'un million d'emplois en moins de 8 ans ! Un Talbot et demi par semaine, 2 500 emplois perdus hebdomadairement. De plus, 1984 et 1985 s'annoncent comme des années particulièrement rudes où ces statistiques sinistres risquent de s'aggraver sensiblement. Dans la sidérurgie, l'automobile, les charbonnages, la construction navale, le pneumatique, la mécanique, le textile, le téléphone, le papier, la chimie, les nuages amoncelés éclatent en orages, ramenant durement à la réalité tous ceux qui avaient obstinément voulu croire que l'on pourrait concilier, dans l'environnement économique et technologique présent, une politique déflationniste et un respect minimal de l'emploi salarié.

Un mauvais moment à passer, pour « assurer les mutations nécessaires » ? L'occasion rêvée, la « chance » paradoxale de bouleverser les relations sociales, le procès de travail ? Ce n'est pas la crise qui « offre » une telle chance, c'est une certaine manière d'en sortir. Or, rien n'implique automatiquement que l'on sorte « bien » de la crise : celle-ci, sans une issue « progressiste » et socialiste, serait en fait avant tout un laminage terrible des ressources individuelles et collectives, une déstructuration en profondeur, une menace majeure, tant pour le sort individuel des travailleurs salariés, frappés en première ligne, que pour l'avenir de l'ensemble de la formation sociale. L'effondrement industriel, en l'absence de réponse populaire dynamique, c'est la détérioration profonde et durable de la base matérielle de la production en France ; c'est la perte parfois irréversible de certains « savoir faire » et de la mémoire collective technologique ; c'est la déstructuration dévastatrice de certaines régions qui, comme la Lorraine, le Nord, Montluçon, Decazeville, Saint-Etienne-Le Creusot, perdent soudain une bonne part de leur substance économique et se voient dépossédées de leur avenir ; c'est aussi, et peut-être surtout, la déqualification massive de nombreux travailleurs dont la qualification s'avère soudain socialement inutile ou qui se trou-



vent réduits pour des années à une oisiveté imposée, vaguement rémunérée par de quelconques caisses-Integrazione à l'italienne ; c'est la désorientation de générations entières de jeunes qui entrent dans la vie « active » avec un statut de chômeur destiné à durer plusieurs années.

L'effondrement industriel, au lieu de déboucher sur une transformation positive des rapports sociaux peut offrir à la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie française l'occasion d'imposer une redistribution générale de cartes, la remise en cause radicale des acquits sociaux, la marginalisation de fractions entières de la population, et l'acceptation d'une dépendance fortement accrue vis-à-vis de l'extérieur, dépendance considérée comme le moindre mal pour ne pas « déstabiliser » les structures traditionnelles de pouvoir. C'est le risque de voir le pays entier traité comme une « entreprise à restructurer », c'est-à-dire, comme on dit dans le vocabulaire pudique de la gestion, le risque de voir rétablir la rentabilité moyenne du capital en « coupant dans l'actif » : en d'autres termes, en jetant les travailleurs dans la rue et en procédant à une contraction généralisée de la base matérielle de la production. Ce projet existe en France, il est mis en application ailleurs, par exemple dans la Grande-Bretagne de Mme Thatcher, qui ne manque pas d'admirateurs de ce côté-ci de la Manche...

Cette crise profonde de l'accumulation capitaliste en France, on en connaît bien les conséquences : la dégradation du niveau de l'emploi, la fragilisation de la balance commerciale qui, au moindre effort de relance économique, fait eau de toutes parts du fait des trous béants dans notre appareil industriel, l'extrême difficulté à maîtriser l'inflation, la baisse inexorable du franc. Moins connu, mais peut-être encore plus grave, est l'approfondissement progressif de notre dépendance économique et technologique vis-à-vis de centres de pouvoir extérieurs, fondamentalement, les Etats-Unis : à l'image de notre dépendance stratégique, dans une France équipée d'armes sophistiquées bourrées de microprocesseurs américains sans source alternative, entourée de pays où pointent vers le ciel les euromissiles nucléaires américains commandés des Etats-Unis, l'industrie française est de plus en plus clairement prise en tenaille entre les productions de grande série et le dynamisme japonais, déjà souverains dans l'électronique de consommation, et l'avance technologique américaine, s'apparentant souvent à un véritable monopole, dans la conception des nouveaux produits et des nouvelles fonctions : toute l'industrie biomédicale, les matériels de télécommunications, dépendent de composants et de technologies fournis d'outre-Atlantique sous le contrôle attentif de l'administration de Washington. L'affaire du gazoduc sibérien a montré, si besoin était, que les autorités américaines n'hésitent pas, le cas échéant, à utiliser l'arme de cette domination technologique pour tenter de dicter des choix politiques à leurs « alliés ». La révision actuellement en cours à Was-

hington de la loi sur le « contrôle administratif des exportations » montre clairement la volonté des autorités américaines d'encore renforcer leur capacité de contrainte sur des entreprises étrangères filiales ou licenciées de groupes U.S.

Mais ces évolutions, porteuses de risques lourds pour la capacité du peuple français de déterminer son propre avenir, touchent-elles la France isolément ? individualisent-elles notre pays — dont la principale faiblesse serait de taille limitée — dans un environnement européen par ailleurs contrasté ? Non. Avec des nuances de pays à pays, c'est l'ensemble de la Communauté européenne qui est en train, tout à la fois, de payer, avec les pays en voie de développement, le prix le plus lourd pour la crise, et de perdre les fils de la maîtrise de son propre avenir. C'est l'Europe qui se voit ligotée avec de plus en plus d'efficacité dans un réseau de sujétions monétaires, financières, technologiques, militaires et culturelles croissantes, dont le vol du dollar à des hauteurs sidérales, les taux d'intérêt record imposés par la politique monétaire américaine, les offensives contre la politique monétaire américaine, les offensives contre la politique agricole commune ou les nationalisations dans les enceintes du G.A.T.T. et de l'O.C.D.E., le développement rapide de la main-mise sur les banques de données, les réseaux d'information, les centres de production et de distribution des « produits culturels », ne sont que les aspects les plus visibles.

Le déclin industriel de l'Europe, dont on commence à parler en 1984 alors qu'il s'est amorcé en 1974, n'est pas un mythe : malgré les limites bien connues des cascades de chiffres, les statistiques, toutes convergentes, parlent. De 1975 à 1983, la production industrielle de la C.E.E. a augmenté de 12 %, celle des Etats-Unis de 22 %, celle du Japon de 41 %. Les effectifs employés dans l'industrie diminuaient dans la même période de 4 % dans la C.E.E., alors qu'ils augmentaient de 5 % au Japon et de 21 % aux Etats-Unis.

Tandis que l'industrie américaine maintient sa part de marché mondial de 1975 à 1982, tandis que l'industrie japonaise accroît la sienne de 25 %, l'industrie européenne perd 6 % de la sienne. De fait, les entreprises de la C.E.E. sont très mal placées pour affronter l'avenir, car l'Europe a pris un gros retard d'investissement (de 1975 à 1980, l'investissement a crû de 24,5 % aux U.S.A., 26 % au Japon, et 14 % dans la C.E.E.), ses équipements et ses méthodes de travail sont périmés, et elle est « passée à côté » d'une grande partie des bouleversements technologiques récents : l'indice de spécialisation des industries respectives dans les produits de haute technologie est passé de 1970 à 1980 de 0,94 à 0,88 pour la C.E.E., de 1,27 à 1,20 pour les Etats-Unis, de 0,56 à 1,41 pour le Japon.

A l'intérieur de l'OCDE*, la balance commerciale en produits à forte densité technologique était en 1980 *excédentaire* de 7 mil-

liards de dollars pour les U.S.A., 9 milliards de dollars pour le Japon, et *déficitaire* de 8 milliards de dollars pour la C.E.E.

C'est une véritable « prise en tenailles » de la C.E.E. par une alliance, explicite ou non, nippo-américaine qui se dessine : le marché communautaire, le plus grand du monde, constitue un enjeu de taille, qui justifie, pour les géants multinationaux américains et japonais, un certain degré d'entente et de partage des rôles pour le mettre en coupe réglée et contenir la montée d'éventuelles concurrences européennes. Les accords industriels et technologiques nippo-américains de portée stratégique se sont multipliés à un tel rythme que leur énumération est fastidieuse. Certains d'entre eux ont eu un assez grand écho dans les médias (General Motors-Toyota, IBM-Fujitsu...), mais leur foisonnement, qui commence à tisser une véritable « toile nippo-américaine des industries de pointe » et à revêtir une réelle signification géopolitique, est encore largement passé inaperçu : les accords de « seconde source » (accords pour s'assurer, en le partageant, le monopole de la fourniture de composants électroniques stratégiques) se sont systématisés entre « grands » de la micro-électronique des deux côtés du Pacifique (Zilog-Toshiba, Intel-Nec, Motorola-Hitachi-Fujitsu, Intel-Mitsubishi, Fairchild-Fujitsu-Hitachi, SMS-Hitachi, Mostek-Nec, National-Nec, AMD-Mitsubishi-Nec, RCA-Nec, Hugues-Mitsubishi, Inter-sil-Panasonic, RCA-Motorola-Texas-Instruments-Nec-Toshiba-Hitachi-Mitsubishi...), complétés par des accords technologiques visant souvent à la mise en commun de moyens de conception (Inmos-Matsushita, Hewlett Packard-Hitachi, Sperry Univac-Mitsubishi, IBP-NTT, Monsanto-Mitsubishi, Motorola-Aizu-Toko, IBM-NTT...). Par ailleurs des accords ont été conclus dans le domaine des équipements de fabrication de circuits intégrés (GCA-Sumitomi-Sumimoto Shoji, Itoh-Optimmetrix, Varian-Tokyo Electron...) dans le domaine de la conception assistée par ordinateur (Amdhal-Fujitsu, Ford, GTE, Hewlett Packard avec Fujitsu...), dans les secteurs de l'informatique et des télécommunications (IBM-Matsushita, Cie Systems-Itoh, Ungeman Bass-Fujitsu, Pitney Bowes-Toshiba-Oki, Hugues-Nec pour les satellites, Alcoa-Nec, Sperry-Univac-Mitsubishi, TRW-Fujitsu, Exxon-Toshiba-Mitsubishi pour la bureaucratie et les fibres optiques, Star-Toshiba, Vertimag-Teijin, Verbatim-Kasei, Exxon-Sharp, Coherent-Miyama pour les lasers...), dans la robotique et l'automatique (General Motors-Fujitsu, IBM-Sankyo, Mostek-Nimak, Westinghouse-Komatsu-Kawasaki, Pratt et Whitney-Mitsui, Admiral-Yashkawa, AEC-Armo Tokyo, Prabs-Murata, Keller-Seiko, Machine-Intelligence-Yashkawa, Cincinnati-Dainichi-Kiko, General Electric-Itoh...), dans l'automobile (General Motors-Toyota, General Motors-Isuzu, Cummins-Kyocera pour les moteurs diesel, General Motors-Suzuki pour les boîtes de vitesse, Ford-Mitsubishi pour les moteurs, Ford-Mazda, Ford-Kawasaki, Ford-Toshiba-Hitachi pour l'électronique automobile, Chrysler-Mitsubishi pour les modèles communs...), dans le domaine des matières plastiques

(General Electric-Mitsui, Smith-Hitco-Mitsubishi, Hercules-Sumimoto, Hunt-KK Tokyo, Dupont de Nemours tous azimuts : avec Mitsubishi pour les fibres optiques, avec Toray pour les élastomères polyesters, avec Daiki Kogyo pour le Téflon, Dow Chemical-Mitsubishi...), dans le domaine pharmaceutique (Dupont de Nemours-Sankyo, Biotech-Ajinomato-Fujikosi, Genentech-Tokeda, Warner Lambert-Dainippon, Searle-Marupi, et des dizaines d'autres accords...), dans le domaine nucléaire (Westinghouse et six firmes japonaises pour les réacteurs, (General Electric-Japan Nuclear Fuel pour le combustible...), dans le domaine militaire, dans l'industrie mécanique et électrique... Il existe pratiquement plus de grand groupe ou de société détenant un capital technologique, aux États-Unis et au Japon, qui ne soit partie prenante à de tels accords.

Le projet stratégique qui sous-tend ce faisceau de rapprochements s'exprime parfois avec une naïveté franche et nette ; c'est ce dont témoigne un rapport du Département du Commerce américain sur le commerce des produits de haute technologie, remis au Congrès en février 1982 : « beaucoup de marchés industriels à haute technologie sont aujourd'hui nippo-américains sans présence réelle de l'Europe. Il est vital pour les États-Unis que cet équilibre (sic) soit maintenu dans les années 80 ».

Ces évolutions, ces conflits latents ou ouverts, traduisent-ils une redistribution du pouvoir entre les bourgeoisies nationales respectives, l'affrontement de projets capitalistes concurrents, vis-à-vis desquels les travailleurs ne pourraient qu'adopter une position de neutralité, ou de relative indifférence ? Le déclin industriel rapide de l'Europe concerne-t-il vraiment les classes ouvrières des pays de la C.E.E. ? Ces grandes manœuvres sont-elles l'affaire des travailleurs, ou manifestent-elles des luttes inter-impérialistes aux antipodes des préoccupations des classes populaires ?

Il faut évidemment se garder de proposer aux classes ouvrières européennes le choix entre un impérialisme européen autonome et une mise en subordination par l'impérialisme américain : ce n'est pas là la problématique des forces sociales de gauche. Le projet politique du socialisme européen ne peut être celui d'un « Risorgimento » bourgeois et nationaliste où la transformation des relations sociales et des formes de pouvoir n'apparaîtrait pas ou serait même exclue.

Pourtant, ce déclin rapide du capitalisme européen, sa mise en sujétion progressive, sont loin d'être sans influence sur les intérêts de classe des travailleurs du Vieux Continent et sur les conditions dans lesquelles s'engage leur avenir. Bien au contraire, les évolutions décrites ci-dessus, si les forces de gauche ne parviennent pas à les neutraliser et à les inverser, impliquent un bouleversement des rapports socio-politiques nationaux et internationaux, profondément et durablement défavorable aux travailleurs. Ce qui est en jeu, c'est en effet un risque de régression sociale et

culturelle généralisée par perte de substance, perte de contrôle et perte de qualité.

Perte de substance : les pays d'Europe ne peuvent pas impunément perdre des millions d'emplois et s'engager dans un sous-emploi durable ; la classe ouvrière ne peut préserver sa vitalité et sa force en inscrivant 10 à 20 % de ses effectifs au chômage. Or, les perspectives sont franchement mauvaises, alors que la situation est déjà grave : selon la plupart des augures, 1984 apportera à la France environ 300 000 chômeurs de plus. « Il y a un risque important que la Communauté compte, vers 1985, 15 millions de chômeurs (...). Il paraît fort probable que le « plein emploi » soit désormais durablement hors d'atteinte ». Or, « le travail restera l'un des lieux et des moyens privilégiés de la relation avec autrui et d'acquisition d'une légitimité sociale (...). On imagine mal, dans les 15-20 ans à venir, des innovations sociales de nature à réduire considérablement la centralité du travail » (extraits du rapport FAST de la Commission des Communautés Européenne : EUROPE 1985, Mutations technologiques et enjeux sociaux). Le discours stéréotypé selon lequel le problème actuel de l'emploi ne traduit qu'un grippage temporaire de la machine sociale, le passage douloureux d'une « ère technologique à un autre », est inondé : la disparition massive d'emplois « traditionnels », en particulier dans l'industrie, n'entraîne pas, ipso facto, même avec retard, la création d'emplois « nouveaux » dans des activités « modernes ». Ou plutôt, tout se passe, au niveau mondial, comme si les emplois nouveaux reflourissaient effectivement, mais *hors d'Europe* : en particulier au Japon. La disparition progressive des industries mécaniques ou textiles européennes est concomitante au développement spectaculaire des fabrications de robots, d'automatismes, mais pour l'essentiel au Japon et dans une moindre mesure aux Etats-Unis : le problème des perspectives d'avenir de l'emploi salarié en Europe et de l'affaiblissement structurel des couches sociales correspondantes est donc posé. Un tel affaiblissement structurel peut fort bien, comme on l'a déjà vu dans une certaine mesure aux Etats-Unis, se traduire par une remise en cause pure et simple du rôle et de la place du syndicalisme.

Perte de contrôle : en perdant la maîtrise des technologies de base, les peuples européens ne s'exposent pas seulement aux risques de pressions et de conditionnements politiques ou militaires externes. Ils perdent aussi les *moyens de maîtriser la définition des conditions de production*. Problème bien connu dans les pays en voie de développement, l'acquisition systématique à l'extérieur des machines et des processus de fabrication étrangers implique l'abandon de toute initiative et de toute capacité de contrôle dans l'organisation du travail, le « quoi faire », le « comment faire » et donc le « faire autrement » : c'est le risque, pour les travailleurs d'être astreints à un travail « amputé », où la marge de choix se rétrécit, et de perdre une part de leurs ressources pour le contrôle.

En d'autres termes, si l'on en est réduit à produire en manœuvrant des robots faits ailleurs et que l'on ne sait pas construire soi-même, la transformation du travail par la transformation du robot devient très difficile. Cette perte de contrôle, le rapport FAST de la Commission de Bruxelles cité plus haut l'évoque également, de manière claire, quoique en termes « techniciens ». « Le problème n'est pas tellement de savoir s'il y a eu enrichissement ou appauvrissement des tâches, mais bien plutôt si l'homme conserve un rôle, *reste partie prenante active dans le processus de production*. Et ce qui est remarquable, c'est qu'il n'y a pas de réponse unique : *la mesure dans laquelle l'opérateur, surveillant aura préalablement participé à la conception et au développement du système est déterminante (...)*. Il n'y a aucun déterminisme au plan technologique, entre nouvelle organisation du travail et changement du système technique de production : ce dernier *est associé avec plusieurs types possibles d'organisation du travail* ». Le problème est bien posé : quid de la participation active de l'homme dans le processus de production, si « l'opérateur-surveillant » européen travaille sur un système américain et japonais au développement duquel il n'aura évidemment pris aucune part active ? Jamais peut-être dans l'histoire la perte de souveraineté nationale n'aura aussi étroitement été associée à la perte de contrôle du processus de production par le travailleur, la dépendance nationale à la sujétion accrue du producteur salarié !

Enfin, *perte de qualité* : sanction fréquemment inéluctable de la perte de contrôle. A celui qui n'a pas voix au chapitre est rarement réservée une place de choix dans la répartition des tâches ! Le risque qui pèse de fait sur les pays européens, c'est à la fois celui d'une déqualification substantielle du travail et d'une perte globale de « qualité » de la société. La déqualification du travail, nous l'avons vu, dérive de la perte de contrôle : loin d'être synonyme d'un enrichissement idyllique des tâches, la mutation technologique en cours ouvre tous les possibles, y compris les pires (manipulation de signes au lieu de pièces, suivi de procédures pré-établies à la finalité incompréhensible, isolement, soumission à un contrôle vigilant sans l'écran organisationnel d'une équipe : un travail en miettes où les miettes deviennent de la poussière). Sans la maîtrise des technologies, le collectif de travail risque d'être désarmé pour parer à une telle déqualification. Au niveau global de la formation sociale, le chômage massif et durable, la sous-formation — dont souffre déjà la France —, corollaire logique de la déqualification, la dépendance technique et culturelle, risquent fort de déboucher sur une régression générale de la « qualité » des Sociétés européennes : de la remise en cause de l'Etat-Providence et des acquits sociaux à la détérioration des services éducatifs, de la montée des racismes à la dégradation du milieu urbain, une telle évolution régressive se dessine déjà aujourd'hui.

Cette litane de noires prévisions ne doit pas apparaître pour

ce qu'elle n'est pas : un discours démobilisateur par son pessimisme. Au contraire, l'identification de risques liés à la crise et des enjeux vitaux spécifiques pour l'Europe doit inciter à la recherche d'autant plus résolue d'une alternative progressiste.

Or, l'actualité quotidienne tend de plus en plus à le confirmer : une large part des classes dominantes européennes est gagnée à un projet d'« intégration occidentale » croissante. L'internationalisation du marché et des processus de production, les menaces externes réelles ou supposées (la menace militaire soviétique) et surtout la menace interne d'une déstabilisation des schémas de pouvoirs actuels par l'approfondissement de la crise, incitent une part croissante des dirigeants européens actuels à opter pour le resserrement de l'alliance militaire atlantique et son expression économique, le resserrement d'une « OTAN économique » incluant le Japon, où l'Europe occuperait une place subalterne. Pour ces dirigeants, une telle évolution serait inéluctable, sinon même souhaitable. Au « plutôt rouges que morts » de certains mouvements pacifistes répondrait, *mezzo voce*, un « plutôt associés minoritaires des managers américains et japonais qu'expropriés » de fractions « réalistes » des bourgeoisies européennes. Une vision du monde se substitue à un autre, le bouleversement idéologique accompagne les bouleversements économiques en cours. A l'Europe des Nations héritée du siècle des lumières et du XIX^e siècle succéderait, plutôt qu'une vague « Europe supra-nationale et fédérale », dont l'idée reste assez largement un mythe sans substance, une Europe périphérique, zone d'expression secondaire de capitalismes exogènes. Aux bourgeoisies nationales moteurs du développement économique et de l'accumulation dans leur pays, se substituerait progressivement une « bourgeoisie succursale », accrochée aux décisions et au potentiel de dynamisme de bourgeoisies étrangères, au premier chef américaine et japonaise.

Ce modèle n'est encore évidemment qu'un modèle, c'est-à-dire une abstraction théorique. Mais il rend assez bien compte de comportements qui se dessinent avec de plus en plus de netteté sur le Continent, et des réalités objectives : la désindustrialisation et l'affaiblissement des bases structurelles. Le caractère « succursal » des bourgeoisies britannique, néerlandaise ou italienne n'est plus à illustrer : la profonde dépendance, pour des raisons différentes, des unes et des autres à l'égard de pôles de pouvoir situés outre Atlantique est bien connue ; la désindustrialisation parfois « sanguinaire » qui sévit chez Madame THATCHER ou aux Pays-Bas (record d'Europe du niveau de chômage), l'« industrialisation périphérique » (travail à domicile, travail au noir sans protection sociale, surexploitation) qui fleurit en Italie, préfigurent assez bien le « modèle » qui peut nous être proposé. Ce qui est moins connu, c'est le sort de la R.F.A. elle-même, pays incontestablement le plus solide en Europe au plan économique, dirigé par la bourgeoisie la plus puissante et doté d'une classe ouvrière fortement

structurée, avec une indépendance technologique et financière vis-à-vis des Etats-Unis supérieure à celle de la France : ce partenaire et voisin incontournable pour les dirigeants français, quels qu'ils soient — n'échappe pas au sort commun du déclin et de la désindustrialisation. Le nombre de chômeurs y est passé de 900.000 en 1980 à 1.300.000 en 1981 (+ 44%), 1.800.000 en 1982 (+ 39%), 2.200.000 en 1983 (+ 22%). L'investissement dans l'achat de nouvelles machines y a diminué de plus de 7 % en 1982 et a stagné en 1983. En outre, cette détérioration subite depuis 3 ans vient couronner une lente mais inquiétante évolution depuis 10 ans : la chute de l'investissement au cours des années 70 a provoqué le vieillissement de l'appareil de production. Face aux mutations technologiques profondes, les gouvernants allemands ont abandonné largement le soin d'assurer la réorganisation de l'économie au « libre jeu des lois du marché ». Ceci a eu pour effet de privilégier excessivement l'effort d'élimination d'activités moins compétitives, aux dépens de l'effort de création : la R.F.A., peut-être plus encore que la France, est passée à côté du « boom » électronique, informatique, télématique. L'industrie allemande est confrontée en outre à un grave problème d'inefficacité dans l'effort de recherche et développement, dû au retard pris dans la diffusion de l'électronique industrielle. Par ailleurs, la brutalité du capitalisme allemand dans la volonté d'imposer de nouveaux modes de produire et de consommer, dans les années 60, a entraîné dans les années 70 un rejet social profond de l'évolution technologique elle-même, la « Technologie feindigkeit » (hostilité à la technologie) : bien au-delà du mouvement anti-nucléaire ou des Verts, c'est à l'absence d'une véritable assimilation sociale du phénomène technologique que l'on assiste outre-Rhin. Au technicisme matérialiste des uns répond le rousseauisme idéaliste des autres, sans que l'ébauche d'une analyse et d'un mûrissement du problème ait lieu. La bourgeoisie allemande, partiellement repliée sur ses bastions traditionnels vieillissants (mécanique, construction électrique, transports), acquiert les réflexes agressifs d'un pouvoir déclinant, et tend de plus en plus à s'accrocher à des mécanismes de domination intraeuropéens en se résignant au déclin et à la dépendance sur la scène mondiale. C'est pourtant en R.F.A. (et en France) que la position idéologique des classes dominantes est sans doute la plus complexe : l'Ostpolitik et ses fondements économiques sonnants et trébuchants (les marchés d'exportation des pays de l'Est), la crainte de la guerre, la conscience de disposer encore malgré tout d'une base productive puissante, la force du mouvement ouvrier le plus vaste d'Europe, et ses traditions d'organisation encore très vivantes, quoique sous l'hégémonie d'une idéologie intégrationniste, de nombreux éléments dispersés font contre-poids aux tendances décrites ci-dessus. Les débats et les dissensions internes à la bourgeoisie allemande se traduisent par des conflits de plus en plus évidents au sein du gouvernement lui-même et des forces politiques qui le soutiennent.

Un mouvement dominant porte donc aujourd'hui les bourgeoisies européennes à accepter l'intégration du Continent à une vaste zone de libre-échange occidentale, hégémonisée politiquement par le tandem Japon-Etats-Unis : c'est dans une certaine mesure, l'abdication, par les classes dominantes européennes, de tout projet historique propre. Les manifestations concrètes de ce choix ne manquent pas, en particulier dans la sphère des relations économiques internationales. Par exemple, le refus obstiné des partenaires de la France dans la C.E.E., en premier lieu la R.F.A., et des institutions bruxelloises, de prendre toute mesure de politique commerciale qui présenterait un caractère conflictuel avec les Etats-Unis ou même avec le Japon : face à la montée d'un protectionnisme à peine déguisé outre-Atlantique (blocage des importations d'acier, mesures de limitations sur les importations de textiles et d'habillement), face au développement fulgurant de l'offensive commerciale japonaise en Europe (électronique grand public, horlogerie, automobile...), la C.E.E. se caractérise par une passivité surprenante qui en fait le « ventre mou » du commerce international. Les Etats-Unis mènent une offensive résolue contre la politique agricole commune, ferment leur marché aux produits sidérurgiques européens, tentent d'obtenir au G.A.T.T. une interdiction des subventions étatiques dans les industries « avancées » (électronique en premier lieu) afin de geler les positions de domination existantes : aucune réplique significative de la C.E.E. ne manifeste de sa part de véritable volonté de défendre ses intérêts.

Pire : la C.E.E. relaye à l'intérieur de l'Europe le modèle monétariste et ultra-libéral dominant en politique économique. Tous les plans de redressement industriel mis en œuvre par le gouvernement français depuis mai 1981 (cuir, textile, jouet, meuble, machine-outil, composants électroniques...) ont été tour à tour attaqués par Bruxelles, qui est allé jusqu'à obtenir la suspension de l'exécution du Plan Textile à la cour Internationale de Justice de La Haye. Tout projet stratégique visant à assurer un certain redressement de la situation européenne au plan technologique et au plan de l'emploi est accueilli avec un grand scepticisme à Bonn et Londres, qui en évaluent l'intérêt à l'aube de la rentabilité à court terme : blocage d'Airbus, blocage du programme esprit de coopération européenne dans le secteur des technologies de communication et d'information, attermolements devant les possibilités de coopération dans l'électronique grand public (Thomson, Grundig, Philips)...

C'est le même scepticisme — pour ne pas dire la même hostilité — qui accueille les projets d'espace social européen et de réduction concertée de la durée du travail. Le changement des équipements et le bouleversement des méthodes de production offrent pourtant, comme nous l'avons vu plus haut, l'occasion unique de transformer radicalement l'organisation et la qualité du travail, les rapports sociaux dans l'usine, la part du « temps professionnel » réservée à la formation. Le discours pourtant timide

et largement auto-censuré du gouvernement français sur le projet social européen ne suscite évidemment aucun écho de la part de gouvernements dont la politique puise parfois son inspiration aux sources de la révolution industrielle, comme c'est le cas à Londres...

Face à cette situation, que faire ? S'isoler de l'Europe ? Attendre une transformation hypothétique des rapports de force politiques à l'échelle continentale ? L'une et l'autre option paraissent aussi éloignées de la réalité et vouées à l'échec. La « troisième voie » part d'un constat simple : l'environnement européen ne peut être contourné ; mais un projet socio-politique « radical », socialiste et autogestionnaire, n'a aucune chance de s'imposer à l'échelle de la Communauté à court — ni même moyen — terme. Il reste donc à trouver les voies et moyens de poursuivre un projet de transformations structurelles en France, sans en rien renier, et de promouvoir pour la Communauté un projet réaliste qui permette d'assurer la marge de manœuvre maximale au gouvernement français. Il s'agit, en quelque sorte, de donner au projet de la gauche en France, l'« enveloppe » européenne d'un projet de portée plus limitée, soutenu par des classes sociales plus diversifiées, en particulier par des fractions importantes des bourgeoisies européennes, et permettant d'atténuer sensiblement l'intensité des pressions internationales exercées sur la France. C'est un peu la version « transfrontières » d'une stratégie de front, la recherche d'une alliance de classes au niveau européen, sur un objectif limité qui contribue au succès du projet propre de la gauche française. Le maître-mot du projet historique qui peut peut-être cimenter un tel « bloc historique » continental est celui d'*indépendance* : indépendance de l'Europe et de ses peuples face à la logique diabolique de l'affrontement des blocs. Au-delà de cet objectif d'indépendance, c'est évidemment le projet d'une Europe non-alignée qui se profile, mais la démarche ne peut-être que progressive, compte tenu de l'état des forces politiques et sociales dans les pays respectifs.

Un tel projet d'indépendance européenne est susceptible de réunir, pour faire « un bout de chemin ensemble », des secteurs non négligeables de la bourgeoisie (allemande en particulier) et les mouvements ouvriers. Mais ce projet n'est évidemment pas synonyme de progrès social et comporte de nombreuses ambiguïtés : comment pourrait-il en être autrement, lorsqu'il s'agit de trouver le mot d'ordre politique susceptible d'optimiser, pour une France de gauche, un environnement continental caractérisé par la domination de la droite ? La force de la proposition vient du fait que les évolutions actuellement engagées, avec la bénédiction au moins implicite des partis conservateurs européens, conduit effectivement au laminage de l'indépendance des États de la C.E.E. et à leur subordination progressive : issue qui demeure inacceptable pour des secteurs importants des bourgeoisies elles-mêmes. Toutefois, l'alliance éventuelle avec des secteurs bourgeois ne doit pas faire oublier que la colonne vertébrale d'un projet d'indépendance ne

peut probablement aujourd'hui être constituée que par le mouvement ouvrier, compte tenu du degré très avancé du processus d'internationalisation du capital. On pourrait résumer de manière très schématique la stratégie ici suggérée par la formule « en France, réindustrialisation sous contrôle ouvrier ; en Europe, réindustrialisation sous contrôle européen (et, bien sûr, si possible sous contrôle ouvrier) ».

Cette stratégie doit être une stratégie « par le haut » et « par le bas ». « Par le haut », la proposition de gouvernement à gouvernements de restaurer l'espace industriel et technologique européen et de mettre en œuvre une véritable « préférence communautaire » dans ces domaines. « Par le bas », une stratégie de mobilisation populaire internationale — européenne — sur des thèmes plus avancés (non-alignement, progrès social) : un dialogue engagé entre organisations syndicales, mouvements pacifistes et alternatifs... Il s'agit de fait de trouver un projet unificateur pour faire converger des mouvements aussi divers que les mobilisations pacifistes et anti-missiles, les propositions d'espace industriel et technologique européen, le mouvement pour les 35 heures que la puissante confédération syndicale D.G.B. allemande a décidé de soutenir, la recherche d'une nouvelle culture, en particulier dans la floraison associative...

Pour des raisons diverses, politiques, idéologiques, stratégiques (dépendance militaire de la R.F.A., faiblesse et dépendance économique de l'Etat italien, atlantisme britannique), seul le gouvernement français peut aujourd'hui être porteur explicite d'un tel projet, évidemment conflictuel vis-à-vis du Japon et surtout des Etats-Unis. Pour en assurer le soutien avec la force et la cohérence nécessaires, le gouvernement français doit réunir deux conditions : la force et la cohésion internes, en France, qui assurent sa crédibilité vis-à-vis de l'extérieur ; la fermeté et la capacité d'affronter des situations conflictuelles sur la scène internationale, en particulier vis-à-vis des Etats-Unis. Sur ce point, les calamiteux sommets de Versailles et Williamsburg, le prosélytisme ardent vis-à-vis des Pershing et des Cruise, la complète démobilisation sur les thèmes Nord-Sud, laissent planer quelques doutes sur la clarté des objectifs poursuivis par F. MITTERRAND. Quant à la question de la crédibilité et de la solidité du gouvernement et de sa base sociale, elle pourrait se formuler autrement, et plus cruellement : peut-on à la fois appliquer une politique économique qui attaque frontalement les intérêts des couches salariées (chômage, réduction du pouvoir d'achat, remise en cause des acquis sociaux : assurance-maladie, assurance-chômage...) et prétendre mobiliser largement celles-ci dans le soutien d'une politique extérieure difficile et souvent conflictuelle ? Peut-on à la fois reprendre à son compte les credos de « contention de la masse monétaire », « désé-tatisation de l'économie », « assainissement de l'industrie » et combattre l'influence des champions de l'idéologie libérale ? Peut-on



resservir au peuple français, sans le moindre recul critique, le credo du « déséquilibre des forces en Europe » et de la « défense de la liberté par les euromissiles » et refuser de s'intégrer étroitement au dispositif le plus efficace pour assurer cette « défense » et ce « rééquilibrage » ? Peut-on avoir un projet politique de gauche et une idéologie largement pénétrée par les poncifs de la « contre réforme » de droite ?

* O.C.D.E. : Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques, qui réunit les pays capitalistes industrialisés.